



Communiqué de Presse

Luxembourg, le 18 mai 2021

Solidarité avec les manifestant.e.s en Colombie ! déi Lénk demande l'arrêt des massacres contre le peuple colombien !

Des milliers de personnes continuent de manifester dans plusieurs villes de la Colombie, au cours d'une forte mobilisation sociale contre le gouvernement, marquée par des violences meurtrières dans ce pays dont l'économie s'est fortement détériorée avec la pandémie du Covid-19.

Les affrontements, qui ont marqué certaines de ces journées depuis le 28 avril, ont fait au moins 42 morts, selon le *Défenseur du peuple*, entité publique de protection des droits humains. Il s'agit des manifestations les plus sanglantes qu'ait jamais connues ce pays de 54 millions d'habitants, appauvri par la pandémie, qui a fait près de 79 000 morts, et confronté à une recrudescence de la violence des groupes armés financés par le narcotrafic.

Le Président Ivan Duque, dont le mandat se termine l'an prochain, a provoqué la colère populaire avec un projet de réforme fiscale, prévoyant une hausse de la TVA et un élargissement de la base de l'impôt sur le revenu. Il avait déjà été confronté à d'autres mobilisations massives en 2019 et 2020. Bien qu'il ait retiré son texte le 2 mai, la mobilisation se maintient contre la répression, dénoncée par des ONG et la communauté internationale, ainsi que pour un changement de cap du gouvernement face à une pauvreté accrue à 42,5 %, aux inégalités et à la corruption.

Maintenant, alors qu'une grève nationale se déroule contre la « réforme fiscale » néolibérale - une réforme fiscale régressive conçue pour financer le paiement de la dette extérieure de la Colombie et maintenir sa cote de crédit - la répression a pris une nouvelle tournure terrifiante.

Comme le montrent d'innombrables vidéos partagées à travers le monde, les forces de sécurité colombiennes affrontent des manifestants pacifiques avec des matraques et des balles, des gaz lacrymogènes et des poings, des accrochages et la force aveugle, massacrant des dizaines et blessant des centaines d'autres. Certains ont signalé des cas de torture et d'abus sexuels commis par la police.

La politique gouvernementale fait porter le poids de la crise économique, exacerbée par l'actuelle pandémie, aux catégories sociales les plus précaires avec une politique d'austérité et la mise en place de réformes fiscales, du travail, de retraite et de santé. La réforme fiscale augmente la TVA à 19% et l'applique à tous les produits et services de consommation courante.

En plus depuis son arrivée au pouvoir, le régime d'Ivan Duque a été responsable de l'assassinat sélectif de centaines de dirigeant.e.s de mouvements sociaux, indigènes, noirs, paysans et syndicaux dans des centaines de massacres dans tout le pays. 1 184 leaders du mouvement social, plus de 6400 civils que l'armée a tué en les faisant passer pour des membres de la guérilla et de 271 ex-guerrilleros qui avaient rendu leurs armes dans le cadre de l'accord de paix. Plus de 50 dirigeant.e.s et leaders sociaux ont été assassinés rien qu'en 2021.

Bien que le gouvernement Duque ait temporairement retardé la réforme fiscale, les implications de la réponse du gouvernement sont claires : le peuple colombien est exécuté sur l'autel de l'austérité par un gouvernement qui a perdu sa légitimité à ses yeux.

Malgré la répression et la violence du gouvernement, la mobilisation résiste. Le mouvement bloque l'entrée des grandes villes à la circulation pour faire respecter la grève. Des nouvelles formes d'organisation plus horizontales fleurissent partout comme un début prometteur d'auto-organisation. Les assemblées générales dans les quartiers, les lieux de travail et les universités suivent les formes ancestrales de *La Minga Indigena*.

Le duo de mafieux formé par le Président Duque et son prédécesseur Alvaro Uribe exercent le monopole du pouvoir en Colombie depuis 2002 à la tête d'un État paramilitaire dans lequel les institutions (le procureur général, la police, les services de renseignements, l'armée, le parlement et la Cour Suprême de justice) sont infiltrées et corrompues par l'argent sale. Dans ce contexte, où la justice ne peut pas être juste, on peut comprendre qu'énormément de Colombien.ne.s voient comme seule alternative pour juger leur tortionnaire, l'intervention des cours internationales, mais surtout la solidarité des peuples du monde.

C'est pour ça que déi Lénk au Luxembourg exprime sa pleine solidarité avec la lutte du peuple colombien et aussi sa solidarité avec la communauté colombienne au Luxembourg qui a manifesté courageusement le dimanche 9 mai contre un gouvernement sauvage et illégitime.